

CONFERENCE DE PRESSE DU MOUVEMENT DE SOLIDARITÉ ET DE SOUTIEN A LA LUTTE DES FEMMES

Pour l'abrogation du "principe de minorité de la femme"

Dans une conférence de presse animée hier par Mme Fettouma Ouzegane et d'autres anciennes moudjahidate a été annoncée la redynamisation du mouvement de solidarité et de soutien à la lutte des femmes. Réunies hier, d'anciennes moudjahidate et des militantes pour la préservation des droits de la femme ont mis l'accent sur l'urgence de structurer et d'organiser un véritable mouvement pour l'abrogation du code de la famille et surtout pour "abolir le principe de minorité de la femme". "Maintenant que nous voyons des amendements bloqués parce que certains partis les ont refusés, nous estimons que nous avons été trahies et marginalisées. Nous n'irons pas de toutes les façons vers ces amendements. Nous nous devons de nous battre pour nos droits et cette justice sociale qui n'arrive pas à se concrétiser", a déclaré une ancienne moudjahida.

Cette dernière dira en outre que les militantes se fixent comme objectif l'encouragement et le soutien de la relève. "La femme algérienne a de tout temps été présente dans toutes les luttes. C'est un scandale que le pouvoir retire sa citoyenneté à la femme à travers le code de la famille. Comme tous les partis qui se disent démocrates ne se soucient pas du devenir de la femme.

C'est une vraie trahison mais notre mouvement ira jusqu'au bout", a déclaré Mme Imache, ancienne moudjahida. Précisant que le mouvement créé "n'appartient à aucun parti politique et qu'il s'agit de la reconnaissance de la femme algérienne libre et citoyenne à part entière. Répondant aux questions de journalistes présents, Mme Fettouma Ouzegane précisera pour sa part que les autres associations sont les bienvenues si elles sont pour l'abrogation pure et simple du code de la famille et que dans le cas contraire il n'était pas possible de collaborer avec ces organisations. A une autre intervenante de s'exclamer : "La femme algérienne est mineure du point de vue juridique et institutionnel. Nous demandons l'abrogation de ce principe de minorité".

F. Z. B.

ANNABA AFFAIRE DE L'ÉCOLE BENHOUBA

Les deux adolescents blessés, hors de danger

Selon les premiers éléments de l'enquête menée par les services de sécurité, suite au grave incident survenu vendredi dernier dans une école primaire située au chef-lieu de wilaya d'Annaba, il est apparu que le directeur de l'établissement avait tiré avec un fusil de chasse et que les deux adolescents qui ont été touchés étaient effectivement entrés dans la cour de l'école juste après la prière. Selon le rapport établi par le directeur et transmis à la direction de l'éducation, le groupe était composé d'une dizaine d'individus dans la plupart étaient armés de couteaux, de barres de fer et de haches et comptaient voler tout ce qui leur tombait sous la main. Le chef de l'établissement était intervenu, mais se sentant menacé, il aurait pris peur et aurait tiré avec son fusil pour lequel il avait un port d'arme en règle. Selon les informations recueillies auprès de source sûre, les 2 adolescents touchés sont hors de danger et l'enquête suit son cours pour faire toute la lumière sur cette affaire.

M. Rahmani

MALGRE LA DECISION DE JUSTICE 28 établissements ont suivi le mot d'ordre de grève

Le mot d'ordre de grève lancé par le Conseil des lycées d'Alger (CLA) pour la journée d'hier a été suivi par près de 70 lycées selon les représentants des enseignants du secondaire, alors que l'Inspection académique de la capitale précise que 28 établissements avec 756 professeurs ont suivi le mot d'ordre durant la matinée d'hier.

Mohamed Djadi - Alger (Le Soir)- Ainsi, le taux de participation au mot d'ordre lancé par le CLA a atteint 13,88%, selon la tutelle, alors que plus de 53% l'ont suivi selon les informations recueillies auprès des représentants du CLA. "Nous n'avons pas compris l'attitude des représentants du collectif des lycées d'Alger qui ont maintenu le mot d'ordre de grève d'hier et ce, en dépit de la décision d'annulation prise par la chambre administrative de Sidi-M'hamed qui a auditionné samedi son premier responsable", nous dira le secrétaire général de l'académie. Toujours dans le même contexte, l'Inspection académique d'Alger a précisé dans un communiqué rendu public hier, "l'Inspection académique d'Alger informe que la chambre administrative de la cour d'Alger, a prononcé, samedi 5 février 2005, une décision d'un jugement en référé (d'heure en heure) déclarant l'annulation de l'appel à la grève lancé, pour les 6 et 7 février 2005, par une organisation non agréée, dénommée "Conseil des



lycées d'Alger (CLA). Malgré cette décision de justice, cette organisation maintient, contre toute raison, son appel à la grève. Devant cet état de fait, l'Inspection académique d'Alger vient d'engager de nouvelles poursuites, sur le plan pénal, à l'encontre de l'instigateur de ce mouvement pour non exécution de décision de justice. En conséquence, l'Inspection académique tient à rappeler qu'elle appliquera les dispositions administratives et judiciaires et notamment les retenues sur salaires, à l'encontre des enseignants qui enfreindraient la loi", lit-on dans ledit communiqué.

A propos du taux de suivi de la grève, l'Inspection académique d'Alger estime que le mot d'ordre n'a pas été suivi dans l'ensemble, puisque seuls 756 enseignants du

secondaire sur les 5 444 que compte ce corps représentant les 28 établissements scolaires ont suivi le mot d'ordre. Par ailleurs, seuls quelques établissements 2 à Rouiba, 2 à Hussein-Dey, un à Bouzaréah et les deux lycées d'El-Madania dont celui de Mohamed-Boudiaf qui connaît déjà des perturbations depuis la rentrée, ont suivi le mot d'ordre. Dans la plus grande circonscription d'Alger, Dar-El-Beïda en l'occurrence, seuls trois établissements sur 24 ont répondu favorablement à l'appel du CLA. Pour sa part, les représentants du collectif des enseignants du secondaire soulignent que près d'une cinquantaine d'établissements du secondaire et près de 3 000 professeurs ont répondu à l'appel d'un préavis de grève lancé depuis

plus de deux semaines. A Alger, plusieurs établissements importants ont suivi le mot d'ordre dont ceux de l'Emir-Abdelkader et Cheikh Bouamama d'El-Mouradia.

Enfin, le ministre de l'Éducation nationale qui ne cesse d'appeler à la sagesse compte passer à l'action avec des retenues sur des salaires et des blâmes dans les dossiers des grévistes.

En somme, il a promis de d'interpeller tous les directeurs de l'éducation sur ces dérapages répétitifs lors du conclave du samedi prochain. Benbouzid se déplacera aujourd'hui à Oran pour suivre de près l'évolution des projets concernant la construction de plusieurs établissements scolaires des trois paliers.

M. D.

LE CNAPEST PARALYSE LA MAJORITE DES LYCEES A TIZI-OUZOU

"Nous n'excluons pas le recours à des actions encore plus radicales"

Comme annoncé à travers le préavis lancé il y a une huitaine par leur représentation, les adhérents au syndicat du Conseil national des professeurs du secondaire et technique (Cnapest) sont passés, hier, à l'action consistant à débrayer deux jours durant chaque semaine. Un mot d'ordre de grève suivi, selon les animateurs du Cnapest à Tizi-Ouzou, à près de 80% à travers le territoire de la wilaya. Selon des sources officielles, ce taux a atteint les 50% avec un pic à Tizi-Ouzou ville où le Cnapest a fait carton plein.

Lors d'une conférence de presse

animée dans l'après-midi d'hier, les responsables du syndicat ont avant tout jugé utile de préciser que l'appel à cette grève, n'a pas été lancé par contrainte. "Les problèmes dont nous exigeons la résolution sont recensés depuis le début (...), et ce, depuis l'installation du directeur de l'éducation, en mai 2003, ont accusé les animateurs du Cnapest qui se sont demandés pourquoi les autres corps de la Fonction publique ne sont pas touchés par les "soi-disant" blocages au niveau du Trésor.

Pour mettre un terme à cette situation qui se répète à chaque fois que la

période de la paie arrive, au Cnapest il a été décidé, selon ses responsables locaux, de recourir à des actions encore plus radicales mais sans que soit dévoilée la forme que prendra cette protestation.

Pour conclure son point de presse, le secrétaire général du Cnapest à Tizi-Ouzou a lancé un appel aux parents d'élèves pour peser de tout leur poids, à travers leurs associations, dans un conflit qui n'a que trop duré et dont la répercussion est très lourde sur la scolarité de leurs enfants.

Azedine M.